

Les petits commerçants belges face à la modernité (1880-1914) [Serge Jaumain]

Autor(en): **Froidevaux, Yves**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **46 (1996)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

certains écueils signalés par Michel Espagne¹, elle pourrait montrer – pour reprendre les propos de Frédéric Barbier dans ses dernières lignes (p. 577) – que s'il n'existe pas d'«âme allemande» que l'on pourrait opposer à une «âme française», «il existe bien, dans le cadre privilégié des peuples et des Etats, le développement d'expériences historiques originales qui débouchent elles-mêmes sur des problématiques, des logiques, des habitudes et des pratiques culturelles nécessairement différentes».

François Vallotton, Berne

¹ Michel Espagne: «Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle», *Genèses*, 17, 1994, pp. 112–121.

Serge Jaumain: **Les petits commerçants belges face à la modernité (1880–1914)**. Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 1995, 321 p. (Faculté de philosophie et de lettres. Histoire).

L'étude de S. Jaumain, version partielle de sa thèse de 1992, s'inscrit dans la ligne des travaux menés dès la fin des années 1970 sous l'impulsion de Geoffrey Crossick, Heinz-Gerhard Haupt, Philippe Vigier et Ginette Kurgan sur les classes moyennes et la petite bourgeoisie européenne.

En Belgique au début du XX^e siècle, le «problème social de la petite bourgeoisie» est à l'ordre du jour. La vaste enquête menée en 1902 par la «Commission Nationale de la Petite Bourgeoisie» gouvernementale sert de point de départ à S. Jaumain. Quelle est cette petite bourgeoisie? Quels sont ses problèmes? Pourquoi y prête-t-on attention à ce moment-là? Immédiatement cependant, se pose un problème: que recouvre le terme de «petite bourgeoisie»? Trouver une définition précise tient de la gageure, l'auteur l'avoue lui-même. Mais, par conséquent, comment appréhender un objet aussi mal défini, voire indéfinissable? S. Jaumain cherche en quelque sorte à tourner la difficulté en centrant son travail sur les petits commerçants.

L'auteur décrit d'abord les forces en présence et montre bien que dans ce secteur le phénomène fondamental des années 1880–1914 est l'apparition de trois nouvelles formes de distribution des biens de consommation. Rapide dès les années 1880, le développement des coopératives heurte de front le petit commerce. Les grands magasins bouleversent les pratiques commerciales et les habitudes de consommation. La publicité, la décoration, l'étalage, l'affichage des prix et jusqu'à l'architecture sont conçus pour tenter le client et susciter la demande. Enfin, les magasins à succursales implantent ces nouvelles techniques de vente dans les localités du pays entier. La rationalisation de l'approvisionnement et de l'organisation, la puissance d'achat de ces nouvelles formes de distribution introduisent ainsi une concurrence d'une intensité inconnue jusqu'alors et remettent en cause les pratiques et l'existence des petits commerçants. Les réactions des détaillants se feront selon trois axes: appel à l'Etat, développement du mouvement associatif, et enfin adaptation des techniques commerciales aux nouvelles conditions du marché.

L'action de l'Etat se caractérise par son extrême lenteur. Les propositions issues de la «Commission Nationale pour la Petite Bourgeoisie» restent très inférieures aux attentes du petit commerce, néanmoins cette commission permet l'institutionnalisation du dialogue entre le gouvernement et les représentants des associations.

Le mouvement associatif, forgé dans l'opposition aux coopératives, se déve-

loppe sous le contrôle des milieux catholiques qui y trouvent une base électorale. Ce sont eux, les premiers, qui relaient au parlement certaines revendications, qui prennent en main les grandes associations nationales et étouffent les mouvements plus radicaux. Théorisé par des intellectuels catholiques, diffusé lors de grands congrès nationaux, le discours dominant insiste sur la nécessité de s'associer et de se conformer aux nouvelles exigences du marché. Cette adaptation se fera en adoptant les nouvelles techniques de vente, mais aussi, souvent, en mettant toute une famille à contribution et en imposant un rythme de travail élevé.

Globalement l'objectif de départ semble atteint, néanmoins subsiste un bémol, qui illustre probablement l'ampleur du travail encore à effectuer autour de la problématique des classes moyennes. Au bout du compte quel est l'objet analysé? En effet, bien que l'auteur déclare limiter son analyse au petit commerce *stricto sensu*, dont la définition même n'est guère plus aisée que celle de la petite bourgeoisie (pourquoi considérer les bouchers et exclure les boulangers?), on a le désagréable sentiment qu'il identifie tout simplement petit commerce, petit patronat, petite entreprise et petite bourgeoisie; sentiment créé par l'effet de style consistant à éviter les répétitions ou par un manque de précision conceptuelle? D'un côté il restreint son étude aux dossiers d'enquête, aux associations et à la presse concernant le petit commerce, mais de l'autre il étend implicitement ses conclusions à l'ensemble de la petite bourgeoisie et aux classes moyennes. S'il est incontestable que le petit commerce est une des composantes principales de la petite bourgeoisie, cela ne justifie certainement pas sans autre l'élimination ou l'oubli des autres!

Yves Froidevaux, Université de Neuchâtel

Jean Bérenger: **Geschichte des Habsburgerreiches 1273–1918**. Aus dem Französischen übersetzt von Marie Theres Pitner. Wien/Köln/Weimar, Böhlau, 1995. 886 S.

Das gut lesbare Werk bietet eine Einführung in die Geschichte des Habsburgerreiches. Gemäss dem Vorwort soll eine Hilfestellung zur späteren Vertiefung geboten werden. Aus Platzgründen werde nur auf gedruckte Quellen und Referenzwerke zu den einzelnen Themenkreisen verwiesen. In den vier Teilen – deutsche Fürsten, Universalmonarchie, Europäische Grossmacht und Vielvölkerstaat – werden ausser den politischen Fakten auch die wirtschaftlichen und kulturellen Aspekte beleuchtet.

Als Franzose versucht Bérenger die Sicht, dass die Frankreich meist feindlich gesinnte Habsburgerdynastie schlecht war, zu korrigieren. Er betont, dass sie eine der wenigen europäischen Dynastien war, die während vier Jahrhunderten regierte. Trotz allen Vorbehalten gegen den Herrschaftsanspruch dieser Universalmonarchie bot sie während langer Zeit einen nicht ersetzbaren Rahmen für das Zusammenleben von 10 bis 12 Völkern. Entscheidend war dabei der Konsens mit der «classe politique» in Böhmen und Ungarn, der durch die Staatsraison geboten war und meistens auch beachtet wurde. Schliesslich ist das Werk auch eine Geschichte der Völker Mitteleuropas. Ihr Schicksal im 20. Jahrhundert mag erneut zeigen, dass ihr Leben unter den Habsburgern gar nicht so übel war. Wenn auch nie von Freiheiten und Demokratie die Rede war, so versuchte man doch, einen *modus vivendi* zu finden und zu erhalten. Jede Krise bot Anlass, einen neuen Kompromiss zwischen den Ansprüchen der Monarchie und denen der Nationen auszuhandeln. Ohne Zweifel war die Niederlage des böhmischen Adels in der